

Mexico déclara que son ministère ne lui permettait pas d'émettre un avis. Depuis trois ans pourtant, Mgr La Bastida avait donné au clergé le signal des violentes résolutions. A l'unanimité, moins cinq voix, il fut décidé que la monarchie devait lutter : le sort en était jeté. Ce vote, qui fermait la porte à toutes les combinaisons de restauration républicaine par les mains de la France, et qui enlevait sans retour la garantie des créances et des emprunts qu'on aurait pu stipuler avec un nouveau président de la République, rendait définitif l'échec de la mission Castelnau et des tentatives essayées par notre diplomatie auprès des chefs dissidents. La junta déclara d'ailleurs « que tout autre appel était inutile, malgré le désir formel de l'empereur d'en référer au congrès national. » Les ministres de la guerre et des finances assurèrent posséder, l'un 250,000 piastres en caisse, le second 11,000,000 de piastres, dont 8 (c'est-à-dire 40 millions) à sa disposition immédiate.

XXIV

L'occupation française touchait à son terme. Après la dernière dépêche de l'empereur Napoléon, qui prescrivait de laisser toute liberté d'action à Maximilien, il ne restait plus qu'une tâche au général en chef, le rapatriement des vingt-huit mille hommes du corps expéditionnaire. L'honneur français exigeait, en outre, que toutes les places que nous tenions encore fussent remises en bon état de défense à Maximilien, avec des approvisionnements suffisants pour les garnisons chargées de les occuper. Un juste sentiment de délicatesse commandait aussi à notre gouvernement de faire bénéficier son malheureux allié de toutes les ressources envoyées d'Europe pour le corps expéditionnaire et emmagasinées par notre intendance à Mexico et à Vera-Cruz.

Toutes ces questions avaient été prévues à Paris. Il faut reconnaître qu'elles n'avaient pas été résolues sous une inspiration généreuse à l'égard de Maximilien ; il est juste de dire qu'à cette époque, le cabinet des Tuileries ne prévoyait pas les résistances du jeune empereur : mais il eût pu, du

moins, modifier ses premiers ordres. Datés du 15 septembre 1866, ils enjoignaient au commandement « de ne ramener en France que les rares chevaux dont la valeur serait constatée supérieure au prix considérable du fret. Tous les autres animaux devaient être vendus à *n'importe quel prix*, soit au Mexique, soit à la Havane. Il était recommandé de faire transporter et vendre à nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe les meilleurs sujets. Vous ne devez pas, ajoutait-on dans la dépêche au quartier général, laisser au Mexique votre matériel d'artillerie. »

L'ordre concernant les bouches à feu était juste et nécessaire, car les canons marqués aux armes de la France sont de vrais drapeaux qu'elle ne laisse pas à l'étranger, sinon chèrement vendus. Quant aux animaux, qui comptaient dans leurs rangs, sans parler de vieux serviteurs de Crimée, d'Algérie ou d'Italie, fatigués par les campagnes ou épuisés par l'âge, d'excellents chevaux arabes ou indigènes, il eût convenu d'en faire don à l'empereur; car autrement, c'était s'exposer à les voir grossir les escadrons de la cavalerie libérale, à qui ils allaient donner tout de suite une supériorité réelle dont nous avons si bien profité nous-mêmes dans toutes les rencontres : souvent nous avons battu l'ennemi de vitesse. On n'ignorait pas à Paris que le trésor de la monarchie était pauvre, et l'offre qui lui fut faite de les lui vendre, argent comptant, ne pouvait être que repoussée comme illusoire.

Or, que devait-il arriver? Nos régiments, forcés de descendre avec leurs montures à la Vera-Cruz, et nos batteries traînées par leurs carrossiers et leurs mulets jusqu'au chemin de fer de la *Soledad*, allaient forcément jeter dans les

Terres-Chaudes une quantité considérable d'animaux qui ne pourraient être vendus qu'à vil prix. Le comité de remonte publia et fit imprimer des avis annonçant qu'au fur et à mesure que les diverses colonnes passeraient à Paso-del-Macho, tête de ligne de la voie ferrée et misérable bourgade qui se trouve entre la Soledad et le Chiquihuite, des ventes successives et publiques auraient lieu. Les préfets mexicains eux-mêmes reçurent du quartier général une circulaire qui appelait tous les habitants aux adjudications d'Orizaba, de Cordova, de Paso del Macho et de Vera-Cruz.

Monsieur le préfet,

J'ai l'honneur de vous prier de faire savoir aux propriétaires, ainsi qu'aux populations de votre département, par la voie de la publicité la plus étendue, que l'armée française, au moment de son départ, va vendre, à Orizaba, Cordova, etc., un nombre considérable de chevaux, mulets, harnachements.

MM. les sous-intendants militaires pourront, s'il en est besoin, donner sur les lieux mêmes les renseignements les plus complets sur la nature et la quantité des objets à vendre.

En vous priant de donner de la publicité à ces ventes, je ne veux point imposer aux municipalités des frais en dehors de leurs budgets. Je ferai faire le remboursement des dépenses qui sont utiles pour l'affichage ou le colportage des avis que vous jugerez nécessaire de publier.

BAZAINE.

Mais les Mexicains, instruits d'avance que ces chevaux étaient condamnés à rester sur leur sol, se souciaient peu et avec raison d'acheter quatre ou cinq cents piastres, comme

cela s'était produit sur les hauts plateaux, des bêtes arabes qu'ils savaient pouvoir obtenir pour une once d'or.

Les embarquements étaient commencés. Tel de nos régiments pénétrait en Terre-Chaude le matin ; le soir même il avait rallié le port. Cette délicate opération de mettre à bord un corps d'armée et un gros matériel dans la rade de Vera-Cruz, où il y a toujours à redouter à cette époque les coups de *norte* et les atteintes de *vomito*, exigeait impérieusement que la concentration des navires dans le port fût la plus brève possible. Les troupes ne firent que passer de Cordova à la mer. Les *hacendados*, comme les *guerillas* dont le costume ne trahit nullement le caractère (1) guettaient l'arrivée des détachements : les uns, pour remonter en sang arabe leurs *manadas*, poussèrent les enchères à une certaine somme dont la moyenne ne dépassa pas cent francs, les autres s'en allaient fièrement sur nos pauvres compagnons d'armes tout harnachés, achetés à bas prix, et aux derniers hennissements des pauvres bêtes, nos cavaliers attendris se sentirent parfois les paupières humides. Ils eussent éprouvé moins de regrets lors de cette séparation qui avait bien ses tristesses, s'ils avaient su que ces fidèles coursiers s'en retournaient mourir sous le drapeau de Maximilien, pour lequel ils avaient combattu pendant cinq années. La politique n'entraîne pour rien dans ces adieux : la sympathie seule pour le prince abandonné parlait. Plutôt que d'assister à ce désolant spectacle qui ressemblait à une déroute, nos soldats eussent volontiers remboursé à notre trésor, au profit de Maximi-

(1) Aucun laisser-passer n'a été accordé aux libéraux, pour venir faire des achats d'animaux.

lien, les faibles sommes que cette lamentable opération, ordonnée par notre gouvernement, a pu lui rapporter.

L'inspiration avait été meilleure à Paris, quand on avait songé à nos pauvres colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, si déshéritées aujourd'hui par la mère-patrie qu'elles s'étiolent, malgré le beau soleil des tropiques, et qu'elles demandent pour vivre à devenir russes ou anglaises. L'amiral La Roncière le Noury fit transporter dans nos possessions des Antilles quatre cents des meilleurs animaux du corps expéditionnaire. Ceux-là du moins trouveront leurs invalides sur le sol de la patrie.

Néanmoins, ces ventes publiques, faites au grand jour, profitèrent si peu aux dissidents, qu'elles provoquèrent immédiatement une proclamation de Porfirio Diaz, qui fut affichée dans tous les centres où l'armée française avait laissé derrière elle une partie de ce qui lui avait appartenu, et des visites domiciliaires firent rentrer dans les mains des juristes tous les objets qu'avec raison, ils devaient considérer comme contrebandes de guerre, importées au profit d'un parti rebelle à l'autorité légale.

République mexicaine. Quartier général de la ligne d'Orient.

Le quartier général ayant eu connaissance qu'en se retirant, l'armée d'invasion a mis en vente une grande partie de son convoi qu'elle n'a pu embarquer, vous avertirez le public que tous les bagages, transports, matériels de guerre, animaux, etc., qui appartiennent ou ont appartenu à ladite armée, seront saisis par les autorités constitutionnelles, que l'on soit Mexicain ou étranger, parce que la nation ne reconnaît ni ne reconnaîtra l'achat, la vente et encore moins toute autre espèce de contrats sur

lesdits objets qui sont contrebandes de guerre, et appartiennent pour ce motif à la République.

INDÉPENDANCE ET RÉFORME. — Acatlan, 14 février.
PORFIRIO DIAZ.

Il faut reconnaître que, jusqu'à la dernière heure de l'occupation, on puisa dans le trésor mexicain, qui s'appauvrisait chaque jour : c'était marcher dans une voie qui était peu digne de la France, mais M. Dano se voyait forcé d'obéir aux instructions de notre ministre des affaires étrangères, comme il ressort des deux documents qu'on va lire.

Mexico, le 21 janvier 1867.

Monsieur le maréchal,

La résistance opposée par le gouvernement de l'empereur Maximilien à l'exécution de la convention du 30 juillet étant plus vive que jamais, et de nouvelles difficultés devant en être la conséquence, j'ai l'honneur de transmettre ci-inclus à Votre Excellence copie des dernières instructions qui m'ont été données au sujet de cette affaire par le ministre des affaires étrangères de l'Empereur.

Le ministre de l'Empereur, *
DANO.

Paris, 15 décembre 1866.

Monsieur,

Par votre lettre du 9 novembre, sous le n° 99, vous me faites savoir que, sans vous arrêter aux objections qu'a essayé d'introduire M. de Pereda, vous avez procédé à la mise à exécution de la convention relative aux délégations à partir du 1^{er} novembre,

* On est étonné de voir M. Dano s'intituler ministre de l'Empereur, et non de la France, qu'il représentait, avant tout.

et vous m'envoyez en même temps le procès-verbal d'arrêté de comptes de la douane de la Vera-Cruz, qui a été dressé par nos agents à leur entrée en fonctions.

C'est avec raison que, vous fondant sur les stipulations précises de l'article 7, vous avez répondu à M. le sous-secrétaire des affaires étrangères mexicain que l'acte du 30 juillet n'avait besoin d'aucune formalité pour devenir exécutoire. Je ne puis que vous approuver pleinement et vous engager à vous maintenir dans les mêmes termes, si notre droit venait à être remis de nouveau en question.

MARQUIS DE MOUSTIER.

On avait manqué de prévoyance quand, sous prétexte de recouvrer quelques millions en faveur de nos nationaux, on avait enfoui plus de 600 millions dans le gouffre mexicain. A cette heure, on manquait de générosité en arrachant à Maximilien ses dernières ressources financières.

Au point de vue militaire, il restait encore une grosse question à résoudre. Notre armée ne pouvait se retirer laissant derrière elle des prisonniers français aux mains de l'ennemi. Le quartier général, par l'intermédiaire officiel de son cabinet militaire, avait dû entrer en pourparlers, sur plusieurs points du territoire, avec les chefs libéraux, pour obtenir et conclure les échanges de nos compatriotes contre des Mexicains dissidents. Le ministre de la guerre Murphy, au nom de Maximilien lui-même, avait prié le général en chef de traiter de la liberté des impérialistes tombés au pouvoir des juaristes. Le chargé d'affaires autrichien avait recours aussi à la sollicitude française pour la délivrance des soldats de la légion austro-belge, qui avaient capitulé aux combats de Miahuatlan, de la Carbonera et d'Oajaca. Dans

sa demande, le baron de Lago priait même le maréchal d'intervenir directement, ce qu'il n'a fait à aucune époque, dans les négociations avec les premiers lieutenants de Juarez.

Mexico, le 29 janvier 1867.

Monsieur le maréchal,

Les membres du corps des volontaires autrichiens ayant, par la dissolution de ce dernier, cessé d'être soldats mexicains, je prends la liberté de m'adresser à la bienveillante sollicitude de Votre Excellence, en la priant de vouloir bien employer toute son influence et tous ses efforts dans le but d'obtenir aussi promptement que possible la mise en liberté des anciens volontaires autrichiens qui se trouvent entre les mains des dissidents, notamment ceux d'Oajaca. *Je prierai en même temps Votre Excellence de ne pas se laisser arrêter un instant dans cette noble tâche par les remontrances et les observations qui pourraient être élevées contre son intervention directe dans l'affaire susmentionnée.*

Le chargé d'affaires d'Autriche,
BARON DE LAGO.

Cette dernière phrase surtout révèle le peu de crédit dont le chargé d'affaires d'Autriche jouissait à la cour de Mexico où M. Magnus, le ministre de Prusse, même jusqu'à la mort de Maximilien, exerça une véritable influence.

Du reste, les généraux de la république avaient bien compris, comme nous l'écrivions déjà en 1865, qu'il y aurait imprudence dans l'intérêt même de leur propre cause, à retarder l'évacuation des armes françaises par des démonstrations menaçantes ou par un seul coup de fusil. Dès l'abord,

ils s'étaient montrés tout disposés à la reddition des prisonniers, qu'ils avaient presque tous loyalement et humainement traités, en vertu de règlements émanés de Juarez, qui eussent fait honneur à une armée européenne.

A Pachuca, Joachim Martinez nous offrait d'entrer en relations à cet effet. Dans le nord, Escobedo nous rendait les Autrichiens capturés le long du Rio-Bravo; du côté d'Oajaca, le secrétaire particulier de Porfirio Diaz, du nom de Thiele, dès le mois de novembre 1866, s'était présenté à nos avant-postes de Tehuacan. Ce personnage, d'origine française, avait d'abord été rattaché à la brigade de sûreté envoyée de Paris par M. Hyrvoix, inspecteur général de police, pour la sécurité des souverains du Mexique; plus tard, après avoir quitté le service de l'empereur Maximilien, il s'était rendu comme agent de colonisation du côté d'Oajaca. De là, il avait passé à l'ennemi pour fuir les persécutions d'un haut fonctionnaire mexicain. Il avait offert ses services à Porfirio Diaz, dont il apportait en novembre une réponse à une note du général Aymard. Cette note française, qui ouvrait les négociations avec les libéraux, avait eu pour but de réclamer ceux de nos compatriotes surpris dans Oajaca après la mort du commandant Testard. Nous comptions soixante-dix prisonniers, dont dix-neuf officiers de *cazadores*, entre les mains de Porfirio, qui, le 22 janvier, nous les remettait sains et saufs dans l'hacienda de Buena-Vista. Quelque temps auparavant, le jeune Empereur, espérant bien à tort rallier à son trône le général Porfirio, ami dévoué et compatriote de Juarez, avait fait mander secrètement à Mexico le secrétaire Thiele, par l'intermédiaire du quartier général, et l'avait chargé auprès du chef ennemi d'une mission confi-

dentielle qui échoua. Il n'avait pas, du reste, été plus heureux près du général Ortega, avec qui, lui aussi, il avait noué des relations confidentielles; de telle sorte qu'Ortega se trouva un instant en butte aux propositions françaises et impérialistes. Un avis émané du cabinet militaire de Maximilien avait même été adressé aux autorités en dehors de l'influence française pour faire respecter les démarches du négociateur.

Palais de Mexico, le 20 mars 1866.

Général,

M. Miguel Ruelas, avocat, chargé de régler les affaires d'Ortega, fait des voyages entre Mexico et Zacatecas.

Le gouvernement de l'Empereur est prévenu de ces voyages et a des raisons pour les autoriser. Je vous prie de vouloir bien en faire part très confidentiellement au commandant supérieur de Zacatecas, afin que les allures de ce personnage, qui pourraient lui paraître suspectes, ne soient pas la cause de son arrestation. Pareille communication confidentielle est adressée directement au préfet politique de Zacatecas.

Toutes ces intrigues s'entrecroisant, laissent une impression fort affligeante. On comprend très bien que le malheureux prince cherchât à accroître le nombre de ses partisans, et surtout à recruter des généraux dans le camp ennemi; c'était de bonne guerre. Mais que de fausses démarches, également compromettantes, eussent pu prévenir une sincérité parfaite, un aveu légitime des fautes commises, la réparation du passé, par une retraite commune, enfin une franchise réciproque entre les deux cours de Paris et de Mexico. Ortega, aspirant au fauteuil présidentiel, encouragé par notre politique, qui oubliait bien vite, en haine de Juarez, que l'ancien

général en chef de Puebla avait forfait à sa parole en s'échappant de nos mains, et nous avait suscité, depuis son évasion, une guerre acharnée, pouvait-il se résigner au simple rôle d'officier général? Qu'en était-il résulté? un double affront. Ce compétiteur opposé à Juarez portait ombrage aux Américains. Les *Yankees* avaient arrêté tout simplement à Brazos Ortega, qui, à cette heure encore, attend les effets de la clémence du président de la république réélu, à cette heure, à une imposante majorité par son pays reconnaissant. Est-ce le signal de la résurrection du patriotisme mexicain?